

**Arrêté n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/209 du 19 août 2021
mettant en demeure la société WIENERBERGER SAS de respecter les prescriptions
applicables pour la carrière à ciel ouvert d'argile située Lieux-dits "La Criblerie" et "Les
Friches" sur le territoire de la commune du VAL-SAINT-GERMAIN (91530)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-241 du 19 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU le décret du 13 octobre 2020 portant nomination de M. Cyril ALAVOINE, Sous-Préfet, Directeur de cabinet du Préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n°2021-PREF-DCPPAT-BCA-199 du 1^{er} août 2021 portant délégation de signature de M. Cyril ALAVOINE, Directeur de cabinet du Préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2510 relatif aux exploitations de carrières,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/020 du 12 janvier 2012 portant renouvellement d'une autorisation d'exploiter par la société WIENERBERGER SAS une carrière à ciel ouvert d'argile située lieux dits « La Criblerie » et « Les Friches » sur la commune du Val-Saint-Germain,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 5 août 2021, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 11 juin 2021, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 5 août 2021 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 11 juin 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté les non-conformités suivantes :

- la présence de clôtures abîmées et arrachées, celles-ci ont déjà été observées le 31 juillet 2018,
- l'absence de remise en état du site et l'absence de notification au préfet de la date de l'arrêt de l'installation comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site,

CONSIDÉRANT les enjeux en termes de sécurité vis-à-vis de personnes extérieures qui pénètrent sur le site par effraction,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article III-15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 2012 susvisé et de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société WIENERBERGER SAS de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société WIENERBERGER SAS, dont le siège social est situé 8, Rue du Canal Achenheim 67087 STRASBOURG cedex 02, exploitant une carrière à ciel ouvert d'argile sise Lieux-dits "La Criblerie" et "Les Friches" au VAL-SAINT-GERMAIN (91530), est mise en demeure de respecter :

➤ **dans un délai de 15 JOURS à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, en notifiant au préfet de l'Essonne la date de l'arrêt de l'installation, comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site,

➤ **dans un délai d'UN MOIS à compter de la notification du présent arrêté :**

- l'article III-15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 2012, en prenant les mesures correctives nécessaires afin d'interdire au public l'accès aux installations.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société WIENERBERGER SAS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'ETAMPES et Monsieur le Maire du VAL-SAINT-GERMAIN.

~~Pour le Préfet et par délégation,~~
Pour le Secrétaire Général absent,
Le Directeur de cabinet

Cyril ALAVOINE